

Assises de la mobilisation de l'école et de ses partenaires pour les valeurs de la République Hauts-de-Seine

Synthèse des échanges en ateliers

Objectifs de chaque atelier thématique :

1. Recenser les actions partenariales réussies mises en œuvre sur le territoire
2. Identifier les difficultés et les freins ainsi que les leviers pour la mise en œuvre d'actions partenariales
3. Faire des propositions concrètes pour favoriser la capacité de l'école et de ses partenaires à se mobiliser ensemble pour transmettre les valeurs de la République

Atelier thématique 1 : Comment associer pleinement les parents d'élèves à la mission éducative de l'école ?

Quelles actions partenariales mises en œuvre sur votre territoire pour associer pleinement les parents d'élèves à l'école avez-vous pu recenser et souhaitez-vous faire connaître ?	
<p>Celles qui font consensus</p> <p>Une diversité de temps de rencontre proposés aux parents tant du point de vue collectif qu'individuel ; certaines à dominante conviviale et événementielle (repas, fêtes d'école, participation à des forums, accompagnement de sorties, ...), d'autres relevant du rituel scolaire en collectif (réunion de rentrée, remise de diplômes, ...) ou en individuel (remise des bulletins, orientation scolaire, ...) ;</p> <p>L'outil numérique renforce une communication de proximité et personnalisée ;</p> <p>Une prise en compte de l'accompagnement de la parentalité dans les</p>	<p>Celles qui font débat</p> <p>Une participation qui en fonction de la modalité (convocation ou invitation) ne donne pas la même tonalité. La présence de l'élève ou la question des parents qui ne viennent pas font également débat ;</p> <p>Une vigilance à porter sur le fond du message (accessibilité au code scolaire) ;</p> <p>Le champ d'intervention des parents et la fréquence des rencontres peuvent donner lieu à des incompréhensions et des tensions (« craintes réciproques ») ;</p>

<p>territoires d'Education prioritaire ;</p> <p>Des initiatives locales consensuelles : participation de parents à l'Ecole Ouverte, implication de parents au RI, associations facilitatrices pour faire le lien parents-Ecole (Ecole des Parents).</p> <p>Plus l'élève progresse dans son parcours scolaire, moins les parents rentrent dans l'Ecole : dégressivité de la maternelle au lycée déjà sensible en élémentaire et surtout au collège.</p>	<p>Sans remettre en cause les élections des représentants de parents, la disjonction entre les différentes formes de mobilisation et les taux de participation interroge.</p>
<p>Quelles difficultés, freins ou leviers avez-vous pu identifier à la mise en œuvre de ce type d'actions ?</p>	
<p>Celles qui font consensus</p> <p>Parmi les difficultés se place notamment la question de la représentativité des associations de parents et de leurs délégués. Les acteurs signalent tous le problème du temps : disponibilité des personnes et horaires différents. Enfin, les différences quant aux codes culturels et aux langues peuvent générer des crispations.</p> <p>Parmi les leviers, l'usage du numérique et la diffusion régulière de compte rendu (compte rendu des instances, mais aussi blog des classes découvertes, informations sur les projets, ...). Le recours à des « parents relais » pour les autres parents est évoqué.</p>	<p>Celles qui font débat</p> <p>Parmi les difficultés, les questions relatives à la place des parents donnent parfois lieu à la demande d'un statut de parents. En parallèle, on peut relever des demandes de temps spécifiques (décharge), voire de rémunération.</p> <p>Parmi les leviers, une formation à l'entretien avec les parents et une connaissance sur les conditions de vie sur le territoire d'enseignement (sociologie).</p>
<p>Quelles propositions pour mieux associer les parents d'élèves à la mission éducative de l'école et favoriser les temps d'échange ?</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <p>Simplifier la communication de l'Ecole envers les parents pour permettre la connaissance des sigles et l'appropriation de documents parfois complexes mais indispensables (RI, livrets, ...).</p>	<p>Ce qui fait débat</p> <p>L'entrée des parents dans les établissements pose aussi des problèmes de sécurité (Vigipirate).</p>

<p>Impliquer davantage les parents dans l'action éducative (jury stage en 3^{ème}, dispositif école ouverte, actions liées à la citoyenneté, conseils de classe, ...), mais le débat reste ouvert sur la question de la présence dans la classe même.</p> <p>Créer un espace spécifique dédié aux parents dans l'établissement.</p> <p>Travailler sur la parentalité pour permettre à tous les parents d'être des parents d'élèves acteurs.</p> <p>Favoriser l'appropriation de la Charte de la Laïcité par les parents, au-delà de la communication.</p>	
---	--

Atelier thématique 2. Comment favoriser le travail conjoint des collectivités territoriales, l'éducation nationale et l'ensemble des services de l'État pour la réussite éducative des jeunes ?

Quelles actions partenariales entre l'éducation nationale, les services de l'État et les collectivités territoriales mises en œuvre sur votre territoire pour favoriser la réussite des jeunes avez-vous pu recenser et souhaitez-vous faire connaître ?	
<p>Celles qui font consensus</p> <p>Potentiel d'interlocuteurs très important pouvant intervenir auprès des jeunes dans l'éducation à la citoyenneté.</p> <p>Les municipalités interviennent tant dans le 1^{er} que le 2nd degrés (dispositif d'aides aux devoirs, mesures de responsabilisation, ...). Forte implication du Conseil départemental en collège par la proposition de dispositifs prenant en charge des problématiques éducatives spécifiques (PREMIS pour le décrochage, les médiateurs pour la vie éducative, ...).</p> <p>Instances participatives en faveur de l'engagement des jeunes au niveau municipal et du Conseil Départemental. Relations possibles avec les CVC.</p>	<p>Celles qui font débat</p> <p>La diversité des acteurs qualifiés sollicités ou qui sollicitent l'école interrogent la définition des missions de l'école ;</p> <p>La continuité des actions sur le territoire de la commune est un atout mais pose la question de la « municipalisation » du 1^{er} degré et freine le transfert des bonnes pratiques ;</p>

<p>Importance du CESC dans l'établissement pour faire converger et mettre en cohérence l'ensemble des pratiques en direction d'objectifs partagés au bénéfice de la réussite éducative des jeunes (égalité filles-garçons, lutte contre le racisme et les discriminations, harcèlement, ...).</p> <p>Implantation forte du CLSPD dans les communes avec une volonté d'articuler les personnes, les dispositifs et les moyens dans la lutte contre la délinquance.</p>	<p>Articulation entre les CESC et les CLSPD.</p> <p>La sectorisation et son impact sur la mixité.</p>
<p>Quelles difficultés, freins ou leviers avez-vous pu identifier à la mise en œuvre de ce type d'actions ?</p>	
<p>Celles qui font consensus</p> <p>Une volonté de travailler en commun, de croiser les regards sur des entrées thématiques communes, même si les règles de partage d'informations restent complexes (confidentialité, secret partagé, ...)</p> <p>Un climat de confiance entre les partenaires.</p> <p>L'EMC et la Charte peuvent être des leviers pour mettre en place des partenariats pertinents et apporter davantage de complémentarité entre les partenaires (services de l'Etat et services des collectivités) afin de partager une culture commune qui implique vraiment l'Ecole et ses partenaires dans l'appropriation des valeurs.</p> <p>Difficulté à mobiliser sur des manifestations publiques (commémorations) hors temps scolaire et à pérenniser au-delà de l'engagement des personnes.</p>	<p>Celles qui font débat</p> <p>Constat encore d'un manque de visibilité et des questions sur l'efficacité (partage-t-on entre partenaires les mêmes définitions de la réussite ?).</p> <p>Constat encore à propos de pratiques non harmonisées qui nécessiteraient une meilleure cohérence des réponses des différents services.</p> <p>Cette ouverture par le réseau des partenariats peut se heurter à l'ouverture proposée par les réseaux sociaux : recherche et perte de repères.</p>
<p>Quelles propositions pour renforcer le travail conjoint des collectivités territoriales, de l'éducation nationale et des services de l'État en faveur de la réussite éducative des jeunes ?</p>	

<p>Ce qui fait consensus</p> <p>Valoriser l'engagement citoyen des jeunes : construire les règles par et avec les élèves, brevet de la citoyenneté, prendre en compte les acquis et expériences du parcours des élèves par un livret de compétences.</p> <p>Renforcer le partenariat autour de l'appropriation de la Charte de la Laïcité.</p> <p>Développer les formations communes (des fonctionnaires d'Etat et territoriaux) sur les valeurs de la République pour une mise en œuvre dans un contexte scolaire et extrascolaire.</p> <p>Familiariser les personnels de l'établissement scolaire aux problématiques et aux atouts du territoire.</p>	<p>Ce qui fait débat</p> <p>La participation de certains partenaires (de la réussite éducative) dans certaines instances : conseils de classe...</p> <p>La formation à l'interculturalité (place de l'école, place de la femme, rôle de la famille vis-à-vis de l'école, ...).</p> <p>L'enjeu des valeurs pose la question des délais de formation, du vivier de formateurs et de la mise en œuvre effective à grande échelle des actions collaboratives.</p>
---	---

Atelier thématique 3. Comment mobiliser les acteurs associatifs, le monde économique et la société civile pour soutenir l'Ecole dans son action de lutte contre les déterminismes sociaux et territoriaux ?

<p>Quelles actions partenariales mises en œuvre sur votre territoire en lien avec les acteurs associatifs, le monde économique et la société civile afin de soutenir l'Ecole avez-vous pu recenser et souhaitez-vous faire connaître ?</p>	
<p>Celles qui font consensus</p> <p>Une diversité des partenariats ;</p> <p>Des actions pensées pour les élèves et moins avec les élèves ;</p> <p>Une typologie d'actions qui recouvre l'information, la sensibilisation, la</p>	<p>Celles qui font débat</p> <p>Le dispositif MDL fait débat ;</p> <p>La question du bénévolat : quelles sollicitations, quelles reconnaissances ?</p>

<p>prévention (actions décrochage, interventions des représentants des services de l'Etat, actions mémorielles, actions de solidarité, ...) et aussi la mise en œuvre et la remédiation (aide aux devoirs, mesures de responsabilisation, stage, activités sportives [la place spécifique de l'UNSS], ...);</p> <p>Un partenariat qui se veut complémentaire et non de substitution.</p>	
<p>Quelles difficultés, freins ou leviers avez-vous pu Identifier à la mise en œuvre de ce type d'actions?</p>	
<p>Celles qui font consensus</p> <p>Réflexe partenarial acquis mais qui peut aboutir à un éparpillement des partenariats d'où un problème de lisibilité et de choix ;</p> <p>Le stage dès le collège est une modalité forte de partenariats, mais révèle fortement la problématique du temps : disponibilité des personnes et calendrier des structures ;</p> <p>Le stage est enclin au poids du réseau et ne joue pas tout son rôle dans la lutte contre les déterminismes sociaux ;</p> <p>Sur certains territoires, importance des actions intergénérationnelles ou en lien avec les étudiants ;</p> <p>Des terrains d'entente dans la formation des élèves entre l'Ecole et ses partenaires (de la ponctualité aux codes sociaux) mais il faut lever encore des problèmes des modes de fonctionnement respectifs.</p>	<p>Celles qui font débat</p> <p>La personnalisation du fonctionnement des partenariats pose le problème de sa pérennité ;</p> <p>Le stage dès le collège offre une problématique d'ouverture sur le monde économique et professionnel mais pose la problématique de l'engagement de l'élève ;</p> <p>La diversité des partenariats réinterroge-t-elle la définition du collège « unique » ?</p>
<p>Quelles propositions pour renforcer la mobilisation des acteurs associatifs, du monde économique et de la société civile afin de soutenir l'Ecole ?</p>	

Ce qui fait consensus	Ce qui fait débat
<p>Créer les conditions favorables à l'engagement de l'élève (travail sur l'estime de soi, implication et accompagnement dans l'élaboration du projet et de sa mise en œuvre, prise en compte du parcours scolaire, reconnaissance de toutes ses compétences y compris celles construites en dehors de l'école, valorisation d'actions citoyennes dans APB);</p> <p>Consolider et/ou dynamiser le réseau de partenaires (repérage des talents des parents, travail avec les anciens élèves, répertoire des ressources, bourse des stages, maillage et jumelage entre établissements et entreprises, ...)</p> <p>Communiquer et valoriser les partenariats ;</p> <p>Dépasser les frontières locales pour mutualiser les bonnes pratiques et les dispositifs performants ;</p> <p>Construire un partenariat pour un enseignement pertinent du fait religieux.</p>	<p>La validation des ressources par des agréments et des accords cadre : qualité et nature des interventions. Cette multiplicité et ces ambiguïtés expliquent sans doute l'absence d'échanges à propos de la réserve citoyenne ;</p> <p>Le positionnement des CVL et des CVC dans le processus décisionnel ;</p> <p>La délimitation et la maîtrise de l'ouverture ; l'intérêt et le risque de territorialisation ;</p> <p>Les relations entre l'enseignement public et l'enseignement privé.</p>